



## **TOUS EN GREVE LE 16 SEPTEMBRE !**

Le plan Darmanin a été dévoilé à tous les agents de la DGFIP au début du mois de juin. Sa brutalité est sans appel malgré les prétendues concertations. Il dévoile clairement l'objectif du gouvernement : **la disparition du réseau de la DGFIP et la disparition de nos missions !**  
**En province, ce sont près de la moitié des centres des impôts qui disparaissent et plus des trois quarts des trésoreries !**

### **Dans les Hauts-de-Seine :**

#### **19 « Trésoreries » sont purement et simplement fermées !**

Les trésoreries municipales d'Antony, Asnières, Bagneux, Boulogne, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, Issy-les-Moulineaux, Meudon, Montrouge, Nanterre, Neuilly, Puteaux, Rueil-Malmaison, Sceaux, Saint-Cloud et Villeneuve-la-Garenne sont purement et simplement rayées de la carte !

La mission de gestion publique auprès des collectivités explose :

- 4 Services de Gestion Comptable (SGC) sont créés pour exercer des missions regroupées excluant tout accueil des usagers ;
- 4 conseillers spécialisés en analyse financière sont implantés auprès des ordonnateurs des territoires de la métropole.

#### **La carte rendue publique dénombre 24 communes avec accueil de proximité**

Les « accueils de proximité » consistent, au mieux, en une permanence DGFIP d'une demi-journée par semaine sur rendez-vous assurée en mairie ou en Maison France Service à la charge des collectivités locales. Les accueils actuels DGFIP sans rendez-vous et ouverts tous les jours de la semaine, dans ce dispositif, ont vocation à disparaître !

#### **Les SIP suivent avec 8 fermetures**

Asnières, Clichy, Courbevoie, Issy, Levallois, Saint-Cloud, Suresnes et Vanves.

#### **9 SIE disparaissent**

Les contribuables d'Asnières, Clichy, Colombes, Courbevoie, Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret, Sèvres, Suresnes et Vanves n'auront plus ce service de proximité.

#### **3 PCR (Boulogne-Jaurès, Nanterre et Suresnes) et 5 PCE (Asnières, Courbevoie, Sèvres, Levallois et Issy) sont supprimés !**

**4 SPF sur 5 disparaissent :** les 3 SPF de Nanterre et 1 SPF de Vanves.

#### **7 Centres des Finances Publiques sont purement et simplement rayés de la carte (structure de type Trésorerie, SIP et SIE) :**

Asnières, Clichy, Courbevoie, Issy, Levallois, Suresnes et Vanves. Un site disparaît également : Boulogne-Fessart.

**De nombreux services sont déplacés : BDV, BCR... Les services de direction de Vanves sont transférés à Nanterre. D'autres services sont démembrés (SIP et PCR de Montrouge, SIE, PCE et PCR de Nanterre).**

**Au total, 56 services sont supprimés ou transférés en totalité, 5 autres concernés par des transferts partiels.**

Qu'importe l'éloignement des services vis-à-vis des contribuables, qu'importent les agents soumis à la mobilité forcée, géographique et/ou fonctionnelle, au gré des fermetures et des déplacements de services. Qu'importe la dégradation générale des conditions de travail due aux transferts de charge et à l'entassement des agents qui en résultera. Il s'agit de faire des économies à tout prix !

La direction passe en force : les agents sont méprisés.

Ce plan annonce des centaines de suppressions d'emplois dans le 92. Il n'épargnera aucun service, aucun agent. **C'est un véritable plan social qui se met en œuvre dans le 92 comme dans toute la DGFIP!**

## **La DGFIP et la Fonction Publique en danger de mort**

### **Les missions en danger**

Le gouvernement cherche à se débarrasser par tous les moyens des fonctionnaires et de leurs missions et la DGFIP est en première ligne. Le prélèvement à la source, qui privatise le recouvrement pour le donner aux patrons, l'annonce de la fin de la déclaration d'impôt sur les revenus pour des millions de foyers l'année prochaine, la fin de la séparation ordonnateur/comptable et le transfert des missions de la gestion publique aux collectivités locales, la fin de la taxe d'habitation, le transfert aux buralistes de l'encaissement des créances qui relèvent de la DGFIP, le passage des services courrier, maintenance des locaux, formation professionnelle dans des Services Généraux Communs sous la tutelle du préfet...

Pour seul avenir, on nous annonce la création de « Maisons France Services » : un à deux agents contractuels, qui assureront l'accueil du public pour les aider à utiliser des postes en libre service. Des contractuels lâchés avec une formation en 6 jours, pour répondre à des questions relevant de la CAF, de l'Assurance Maladie, de l'Assurance Vieillesse, du ministère de l'Intérieur, de la Justice, du Travail, des Finances publiques, de Pôle Emploi, de la Poste.....

Le ministre Darmanin a jugé nécessaire de s'adresser par écrit à tous les agents de la DGFIP.

Il annonce 4900 suppressions d'emplois d'ici 2020. C'est certes moins que les 15000 à 20000 suppressions projetées jusque-là. Manifestement il ne peut ignorer le rejet grandissant que suscite sa politique ni aller aussi vite qu'il le voudrait.

Mais il ne renonce pas aux suppressions d'emplois, maintient sa réforme destructrice du réseau et des droits des agents et cherche par une prétendue concertation à la faire avaliser.

### **Le statut menacé de disparition :**

Afin de pouvoir mettre en place sa politique, il a promulgué au mois d'août la loi Transformation de la Fonction Publique qui prévoit : le recrutement de contractuels à la place de fonctionnaires dans la Fonction Publique d'État, la fin des CAP de mutation (alors qu'on ferme les sites en province), les primes au mérite pour les fonctionnaires restant, et surtout le détachement d'office en cas de suppression d'emploi (détachement qui pourra s'effectuer dans le privé ou d'autres administrations !). Et par-dessus le marché, le gouvernement s'organise pour liquider le régime de retraite propre à notre statut, le Code des Pensions Civiles et Militaires et le calcul sur le traitement brut perçu les 6 derniers mois.

### **La mobilisation grandit**

Depuis plusieurs mois, les agents de la DGFIP se mobilisent sur tout le territoire afin de stopper cette politique mise en place par Macron, Dussopt et Darmanin.

Dans les Hauts-de-Seine nous avons fait grève à plusieurs reprises et encore tout récemment en juin.

Élus, usagers, agents de la DGFIP, nous sommes tous concernés et c'est par notre mobilisation unie que nous pourrions arracher le retrait du plan.

**Tous les syndicats de la DGFIP appellent à une journée nationale de grève ce lundi 16 septembre avec des assemblées générales sur tous les sites le matin.**

Dans notre département les sections syndicales vous appellent à vous rassembler à la direction à Nanterre à partir de 11 heures. Une demande d'audience est déposée auprès de la direction.

L'après-midi un rassemblement est organisé de manière unitaire à Bercy au ministère à partir de 14 heures.

La question de la grève dans la durée pour gagner est posée.

**Nous appelons tous les agents à être en grève lundi 16 septembre et :**

**-à se réunir le matin en assemblées générales sur leurs sites ;**

**-à se rassembler à la Direction à Nanterre, au Centre administratif départemental, à partir de 11 heures ;**

**- à participer au rassemblement unitaire avec les collègues de toute l'Île-de-France au ministère à Bercy à 14 heures.**

**Pour le retrait du plan Darmanin,**

**TOUS EN GREVE LE 16 SEPTEMBRE !!**

**Débattons des suites à donner à cette journée dans nos assemblées générales !**